



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI  
**Office fédéral des assurances sociales OFAS**  
Affaires internationales

# **Coordination des régimes français et suisse de sécurité sociale**

## **Assurance-maladie et droit d'option**

**Xavier.rossmanith@bsv.admin.ch**

**Tours, 26.4.2008**

# **Bilatérales I : 7 accords sectoriels**

- **Accord sur la coopération scientifique et technologique**
- **Accord sur certains aspects relatifs aux marchés publics**
- **Accord sur la reconnaissance mutuelle en matière d'évaluation et de conformité**
- **Accord relatif aux échanges de produits agricoles**
- **Accord sur le transport aérien**
- **Accord sur le transport de marchandises et de voyageurs par rail et par route**
- **Accord sur la libre circulation des personnes**

# Accord sur la libre circulation des personnes CH-CE

- Libre circulation des personnes
- Coordination des systèmes de sécurité sociale (≠ harmonisation) – Règlements 1408 / 71 et 574 / 72
  - **Unicité de la législation applicable**
  - **Égalité de traitement**
  - **Entraide internationale (maladie et accidents)**

# Accord CH-CE / Convention AELE révisée / EEE

R  
859/  
2003

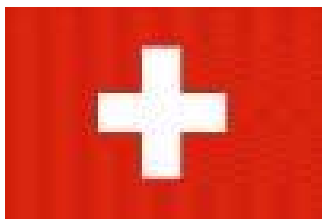


EEE  
(sans CH)



R 1408 / 71  
R 574 / 72

CH-CE  
(sans  
AELE)

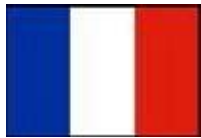


AELE  
(sans CE)



# Principe de l'assujettissement dans l'Etat du lieu de travail (*lex loci laboris*)

Assujettissement au lieu de travail



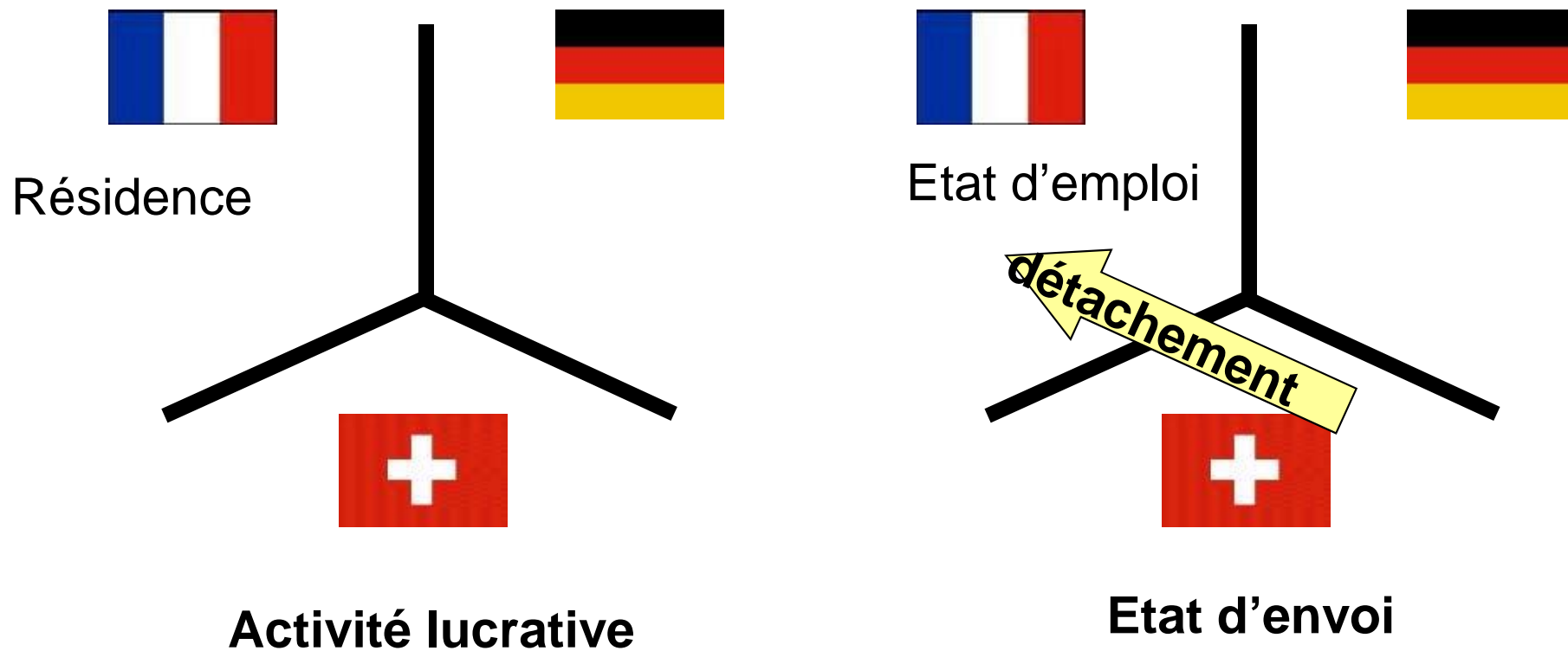
Activité lucrative



Activité lucrative

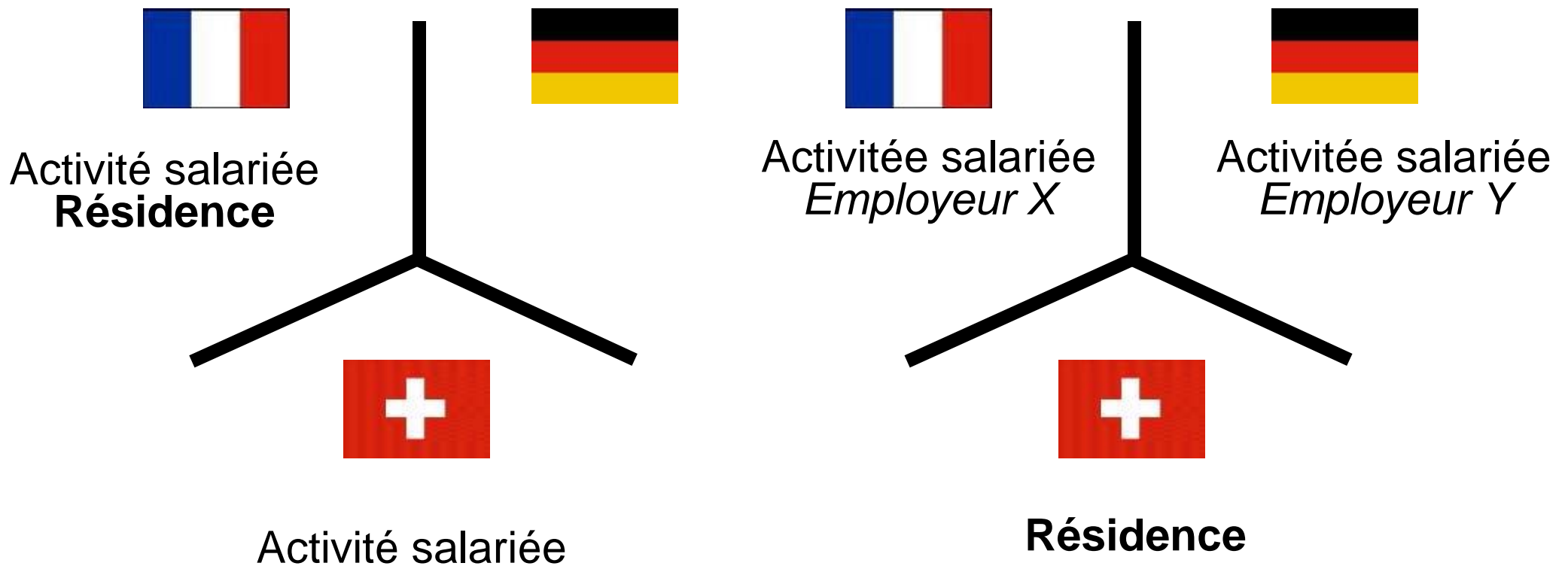
# Détermination de la législation applicable

Activités salariées ou indépendantes



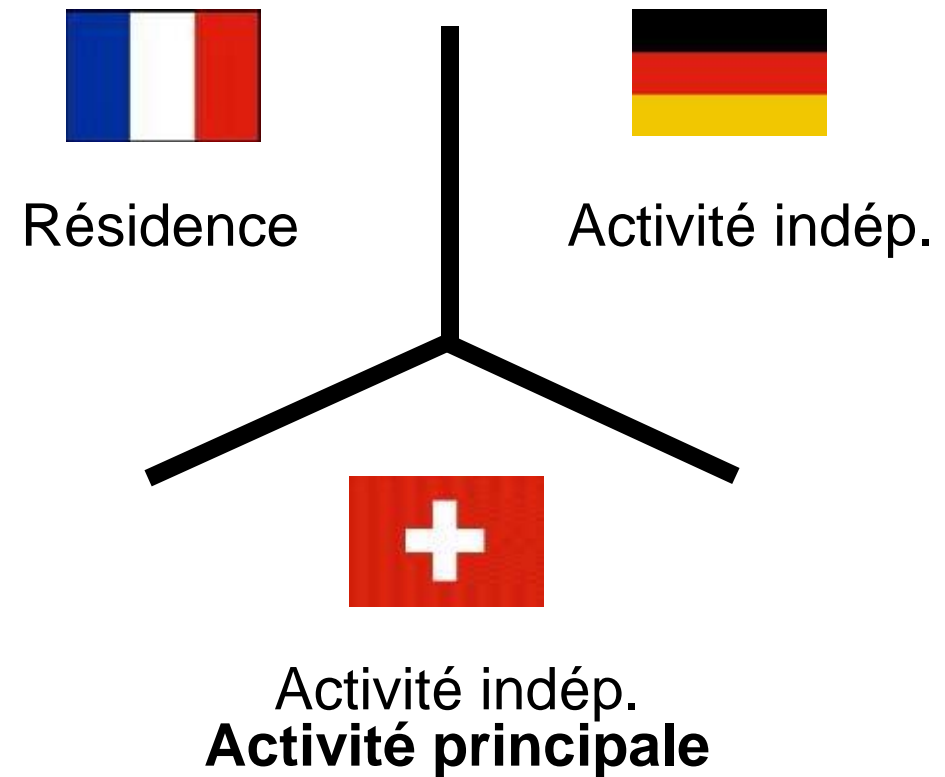
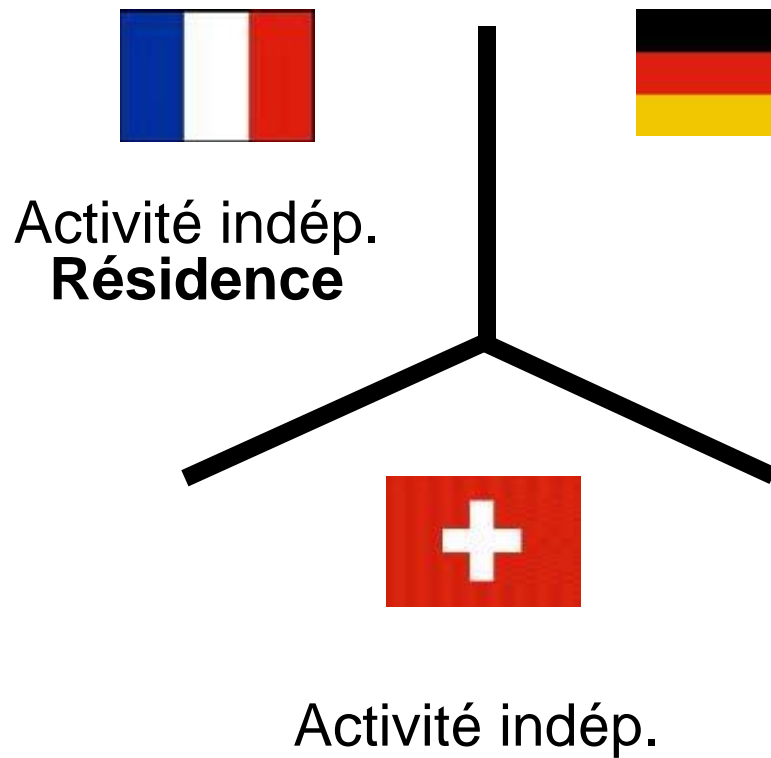
# Détermination de la législation applicable

## Activités salariées



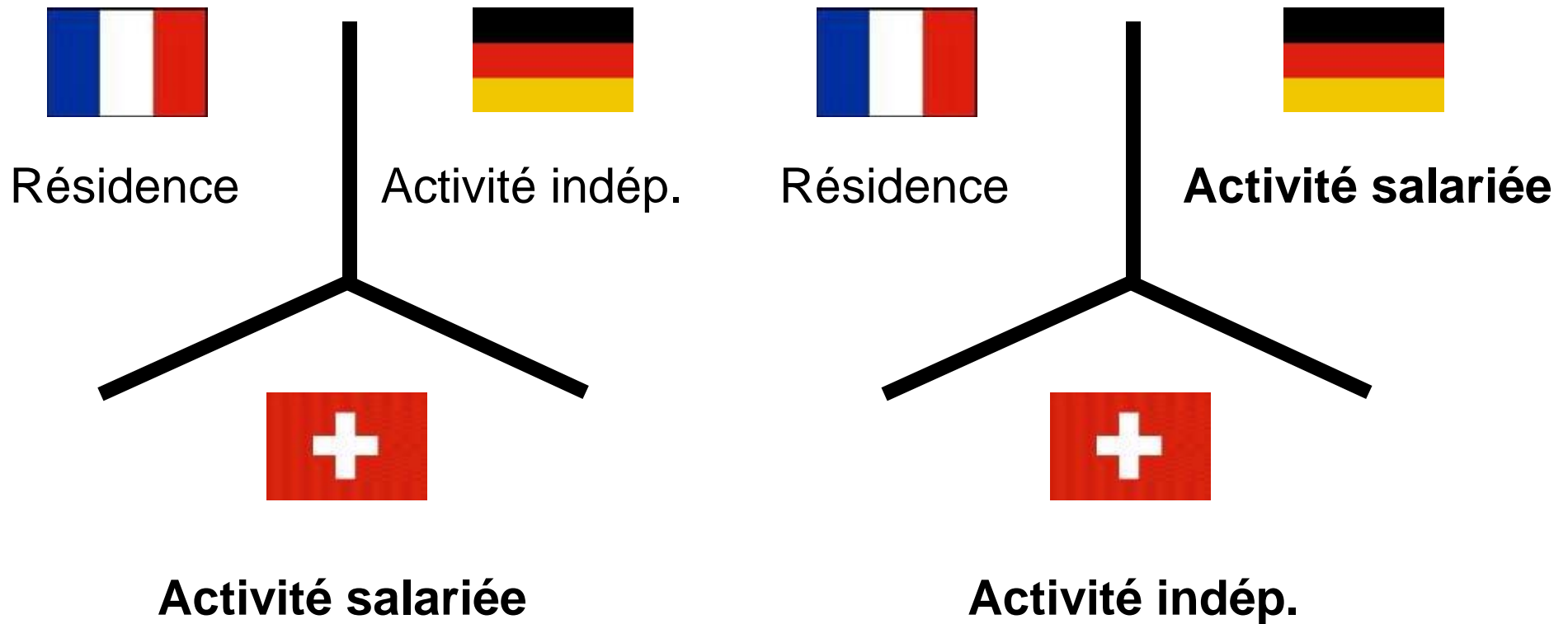
# Détermination de la législation applicable

## Activités indépendantes



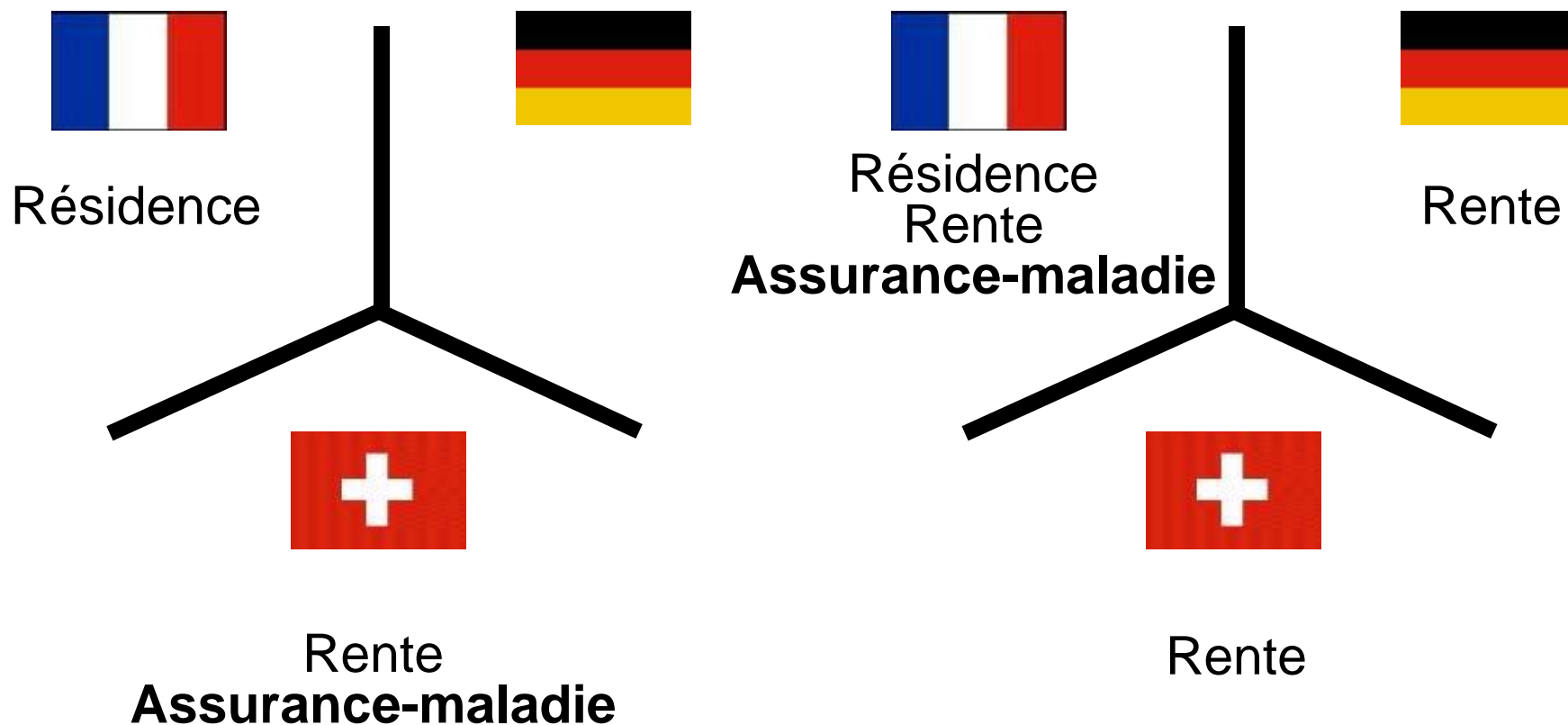
# Détermination de la législation applicable

Activités salariées et indépendantes simultanées



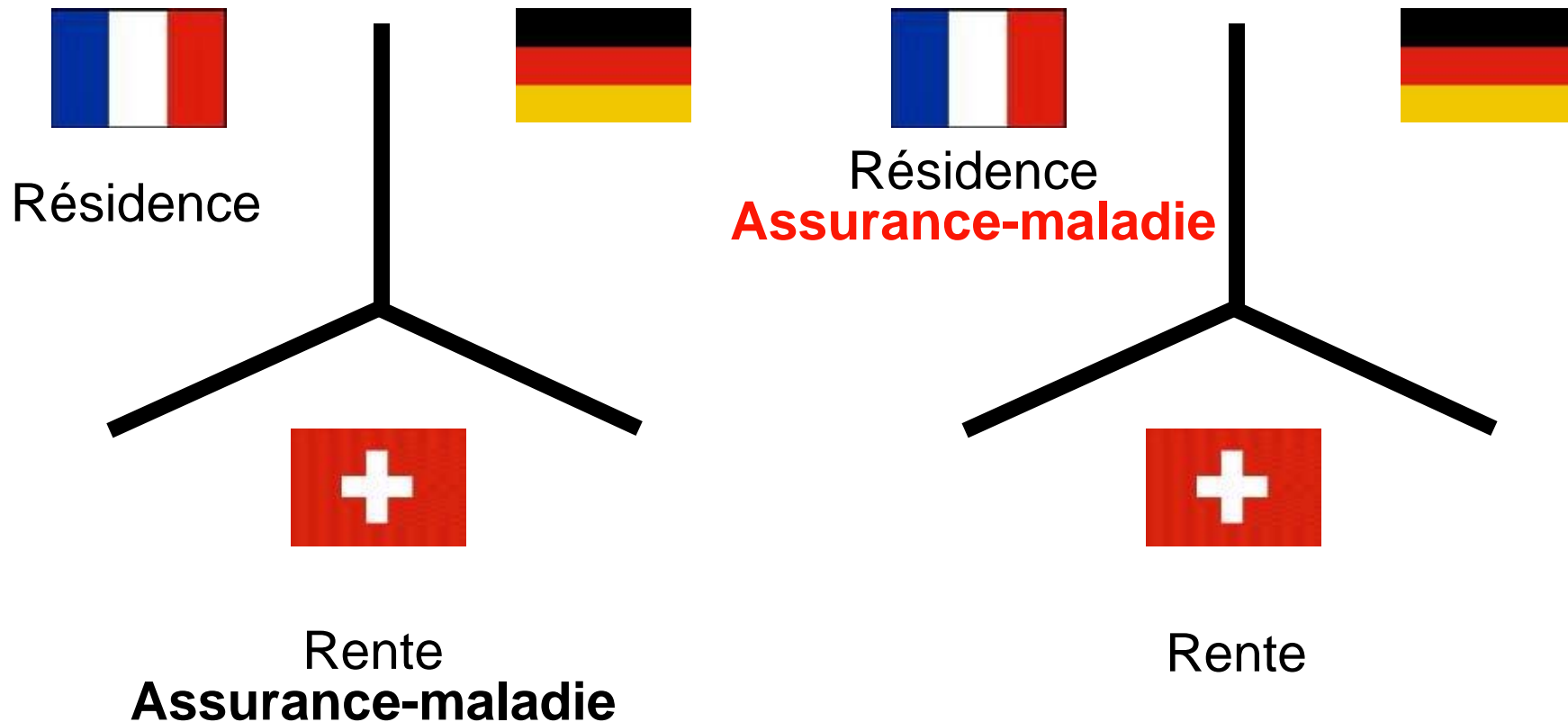
# Bénéficiaires de rentes et assurance-maladie

Principe de l'unicité de la législation applicable



# Bénéficiaires de rentes et assurance-maladie

Droit d'option – exemption de l'obligation d'assurance en Suisse



# Assurance-maladie

## Droit d'option

### Important

- Délai de 3 mois
- Prestations identiques
- Pas de droit d'option séparé pour les membres de la famille n'exerçant pas d'activité lucrative
- Irrévocable
- Ne concerne pas les assurances complémentaires

**Exception au principe de l'unicité de la législation applicable**

**Possibilité d'affiliation à l'assurance-maladie de l'Etat de résidence pour les personnes\* résidant en**

**AT DE FR FI IT**

**et - dans certains cas -**

**ES HU PT**

**malgré leur assujettissement à la législation suisse de sécurité sociale**

**\* Frontaliers, rentiers, chômeurs, ainsi que les membre de leur famille n'exerçant pas d'activité lucrative.**

# Assurance-maladie

## Droit d'option

**R 1408/71, Annexe VI**  
**Suisse, ch. 3**

3. Assurance obligatoire dans l'assurance maladie suisse et possibilités d'exemption.

a) Les dispositions légales suisses sur l'assurance maladie obligatoire sont applicables aux personnes suivantes qui ne résident pas en Suisse:

i) les personnes soumises aux dispositions légales suisses en vertu du titre II du règlement (*travailleurs assujettis en Suisse*);

ii) les personnes pour lesquelles la Suisse est l'Etat compétent en vertu des art. 28, 28bis ou 29 du règlement (*bénéficiaires d'une rente suisse*);

(...)

# Assurance-maladie

## Droit d'option

**R 1408/71, Annexe VI**  
**Suisse, ch. 3**

b) Les personnes visées au point a) peuvent sur demande être exemptées de l'assurance obligatoire tant qu'elles résident (*en France*) et peuvent prouver qu'elles y bénéficient d'une couverture en cas de maladie (...).

Cette demande:

aa) doit être déposée dans les trois mois qui suivent la survenance de l'obligation de s'assurer en Suisse; lorsque, dans des cas justifiés, la demande est déposée après ce délai, l'exemption déploie ses effets dès le début de l'assujettissement à l'assurance obligatoire;

bb) vaut pour l'ensemble des membres de la famille qui résident (*en France*).

# Assurance-maladie

## Droit d'option

# Code de la sécurité sociale

## Article L380-3-1

- I. Les travailleurs frontaliers résidant en France et soumis obligatoirement à la législation suisse de sécurité sociale (...) mais qui, sur leur demande, sont exemptés d'affiliation obligatoire au régime suisse d'assurance maladie (...) sont affiliés obligatoirement au régime général (...).
- II. *(Sur demande, une couverture privée est autorisée pour ces personnes) à condition d'être en mesure de produire un contrat d'assurance maladie les couvrant, ainsi que leurs ayants droit, pour l'ensemble des soins reçus sur le territoire français. (Renonciation possible en tout temps et affiliation à la CMU). (Possibilité valable jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 2014)*
- III. Les dispositions du I et du II sont également applicables aux titulaires de pensions ou de rentes suisses, ainsi qu'à leurs ayants droit, résidant en France et soumis obligatoirement à la législation suisse de sécurité (...), mais qui sur leur demande sont exemptés d'affiliation obligatoire au régime suisse d'assurance maladie (...).

# Assurance-maladie

## Droit d'option

# Code de la sécurité sociale

## Article L380-3-1

**IV.** Les travailleurs frontaliers et les titulaires de pensions et de rentes affiliés (*à la CMU*) ne sont pas assujettis aux contributions visées à l'article L. 136-1 et à l'article 14 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale et ne sont pas redevables des cotisations visées au deuxième alinéa de l'article L. 131-7-1 et à l'article L. 380-2.

Ils sont redevables d'une cotisation fixée en pourcentage du montant de leurs revenus définis selon les modalités fixées au IV de l'article 1417 du code général des impôts. Un décret détermine le taux et les modalités de calcul de cette cotisation ainsi que les obligations déclaratives incombant aux assujettis.

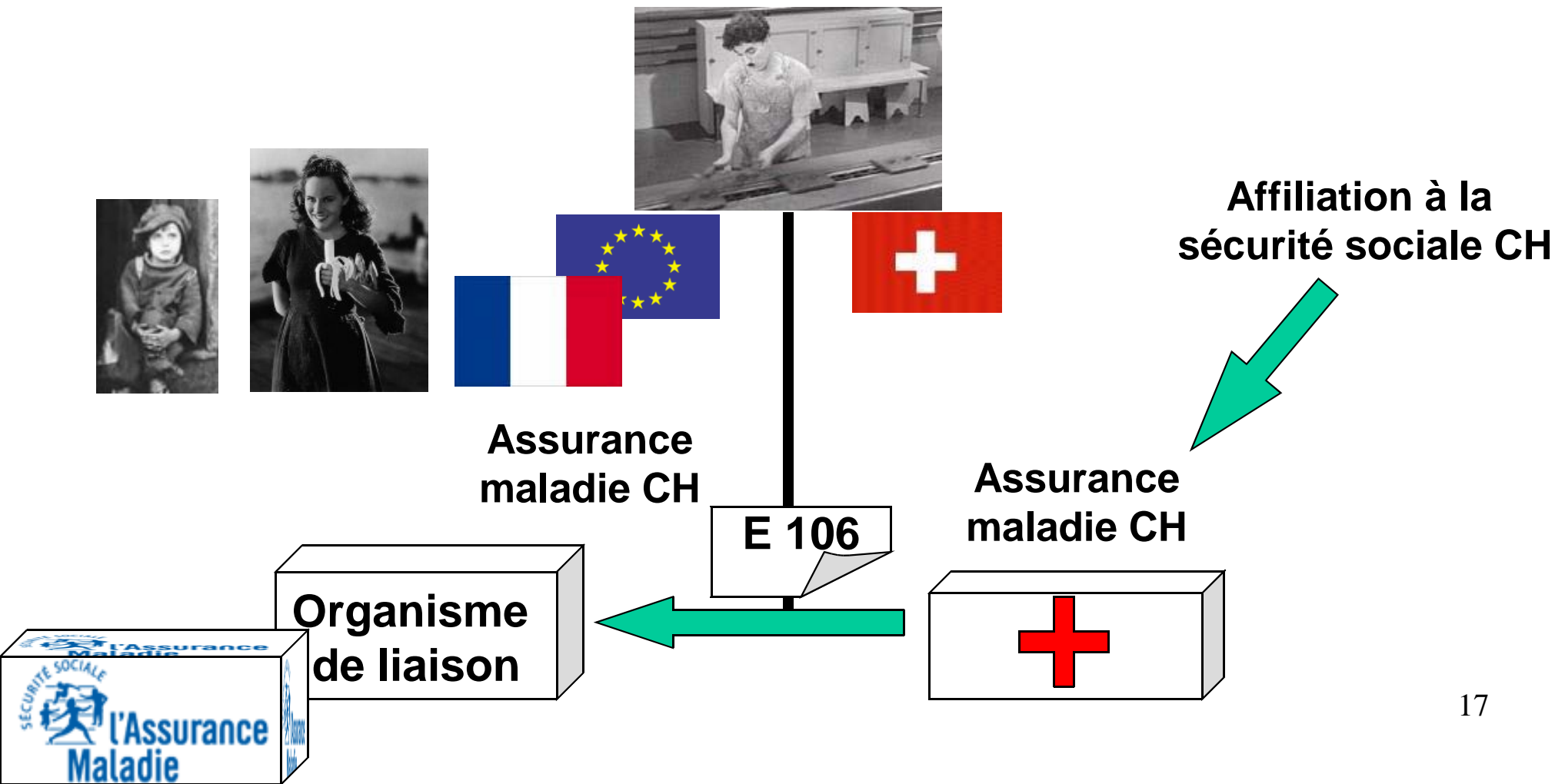
(...)

# Assurance-maladie

## Travailleur et membres de famille non actifs

**Travailleur affilié en CH**

**Membres de la famille résident dans un Etat membre de l'UE**



# Assurance-maladie

## Travailleur et membres de famille non actifs

**R 1408 Annexe VI "Suisse" ch. 3.b** (droit d'option)

Sur demande, exemption à l'obligation de s'assurer en Suisse



Affiliation à la  
sécurité sociale CH

-----  
*assurance-maladie  
exceptée*

Assurance  
maladie en FR

CMU

Assurance  
privée

Demande d'exemption

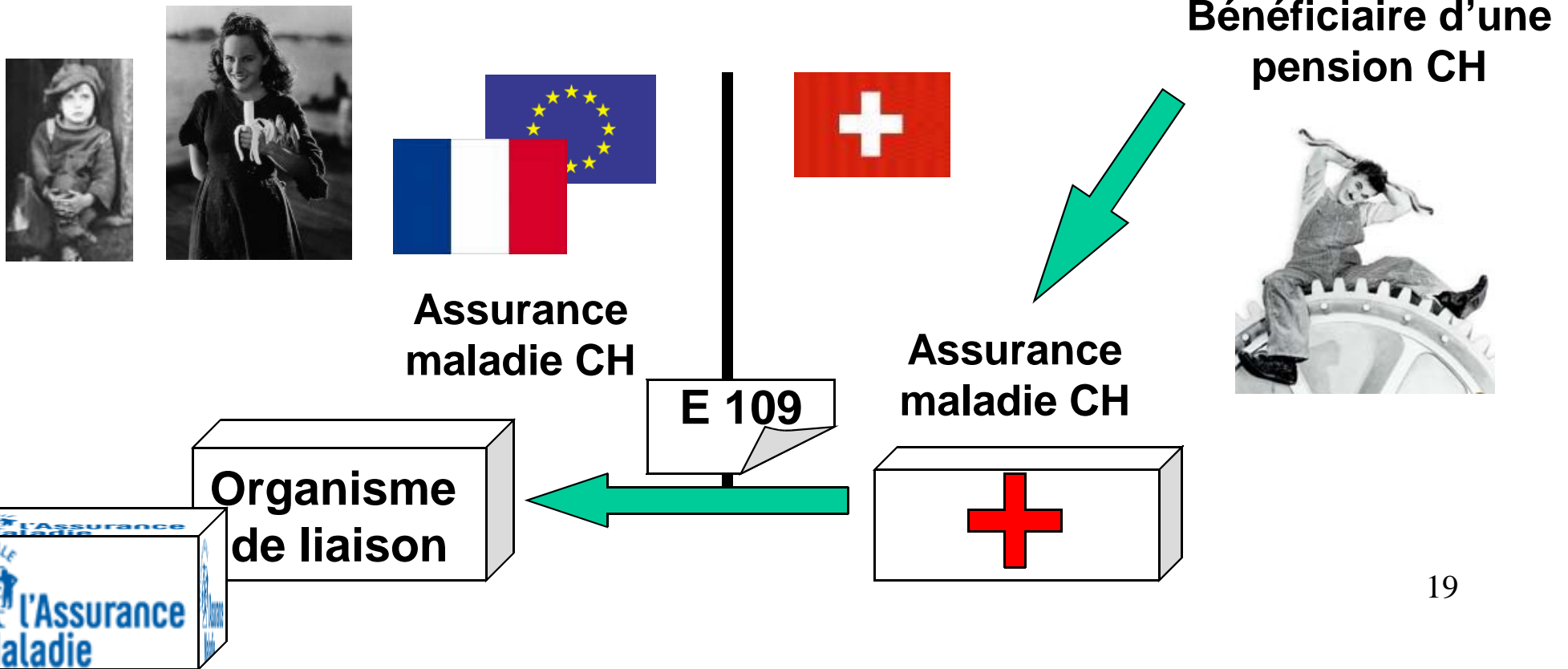


# Assurance-maladie

## Bénéficiaire d'une rente suisse et membres de famille non actifs

Rentier réside en CH

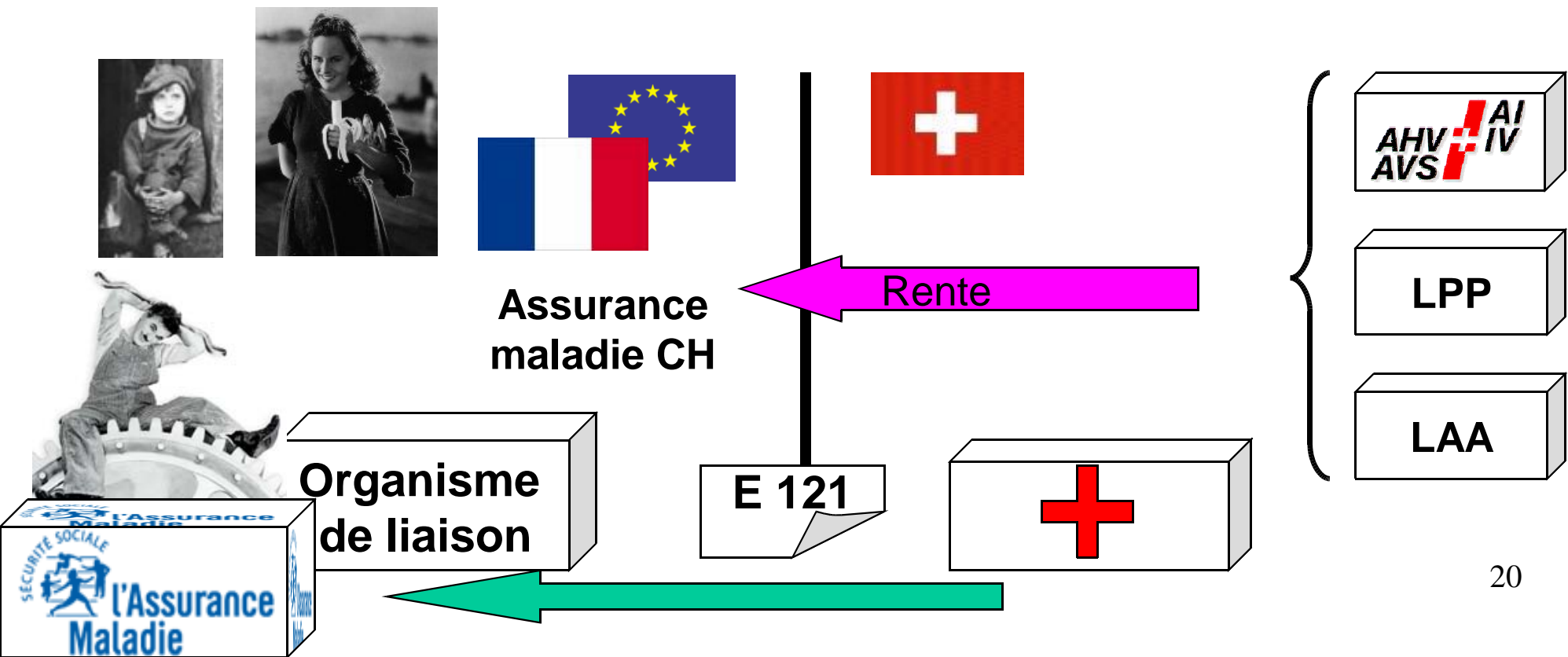
Membres de la famille résident dans un Etat membre de l'UE



# Assurance-maladie

## Bénéficiaire d'une rente suisse et membres de famille non actifs

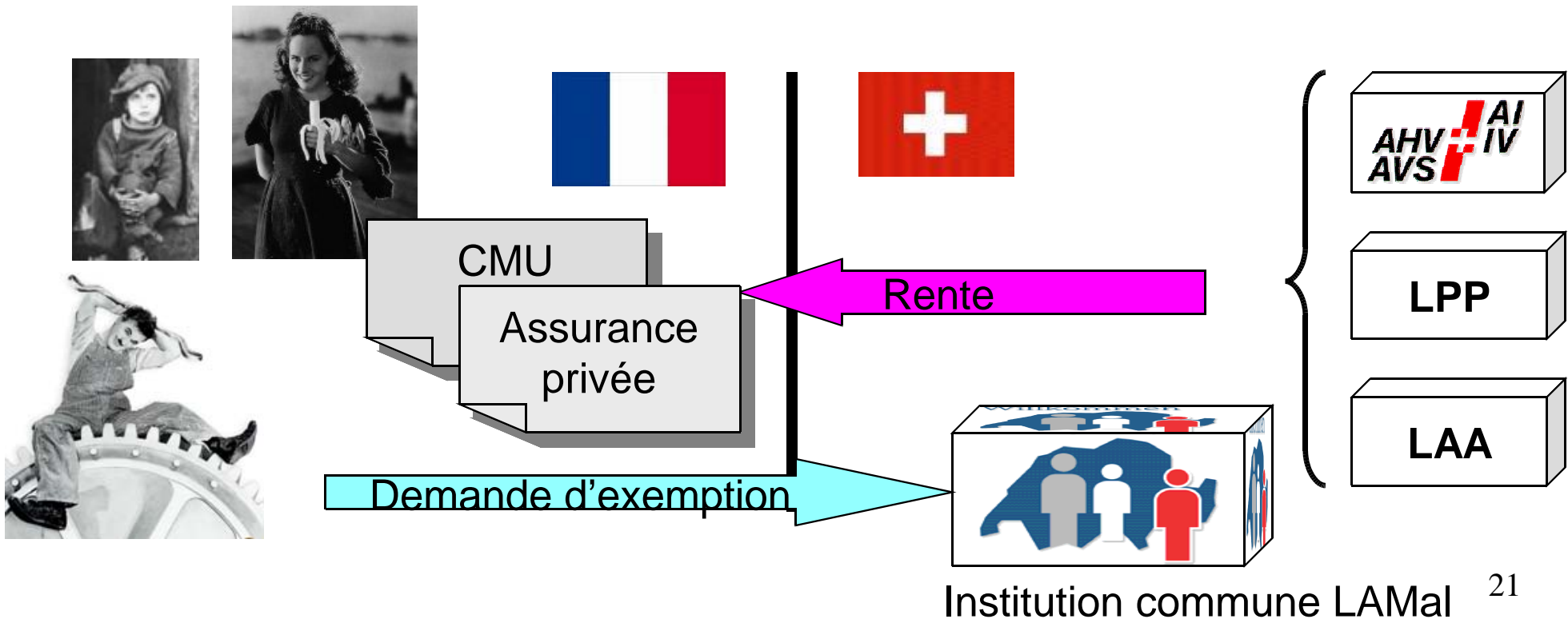
Rentier et membres de la famille résident dans un Etat membre de l'UE / France



# Assurance-maladie

## Bénéficiaire d'une rente suisse et membres de famille non actifs

Rentier et membres de la famille résident en France  
Droit d'option



# Carte européenne d'assurance maladie

CARTE EUROPÉENNE D'ASSURANCE MALADIE

FR

3 Nom

4 Prénom

5 Date de naissance

6 Numéro d'identification personnelle

7 Numéro d'identification de l'institution

8 Numéro d'identification de la carte

9 Date d'expiration

TESSERA EUROPEA DI ASSICURAZIONE MALATTIA

CH

5. Data di nascita

Identificazione dell'istituzione

9. Scadenza

5. Date de naissance

Identification de l'institution

9. Date d'expiration

EUROPÄISCHE KRANKENVERSICHERUNGSKARTE

CH

3. Name

4. Vorname

5. Geburtsdatum

6. Persönliche Kennnummer

7. Kennnummer des Trägers

8. Kennnummer der Karte

9. Ablaufdatum

# Assurance-maladie

## Droit aux prestations - Généralités

■ Droit aux soins dans l'Etat de résidence

■ Droit aux soins dans un autre Etat

Soins médicalement nécessaires **compte tenu:**

- de la nature des prestations

et

- de la durée prévue du séjour

Soins programmés : **autorisation préalable**  
**(formulaire E 112)**

# Assurance-maladie

Droit aux prestations – tiers payant / tiers garant



Prestataire de soins

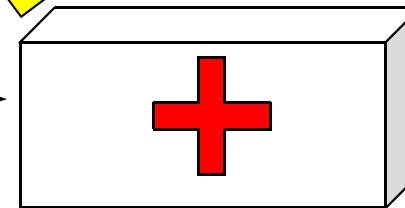
Franchise + quote-part  
(pour 1 année civile)

Adulte : CHF 300.- + 700.-  
Enfant : CHF 0.-  
+ 350.-

1  
Paiement  
par l'assuré,  
puis demande  
de remboursement

Paiement  
directement par  
l'assurance

2



Assuré

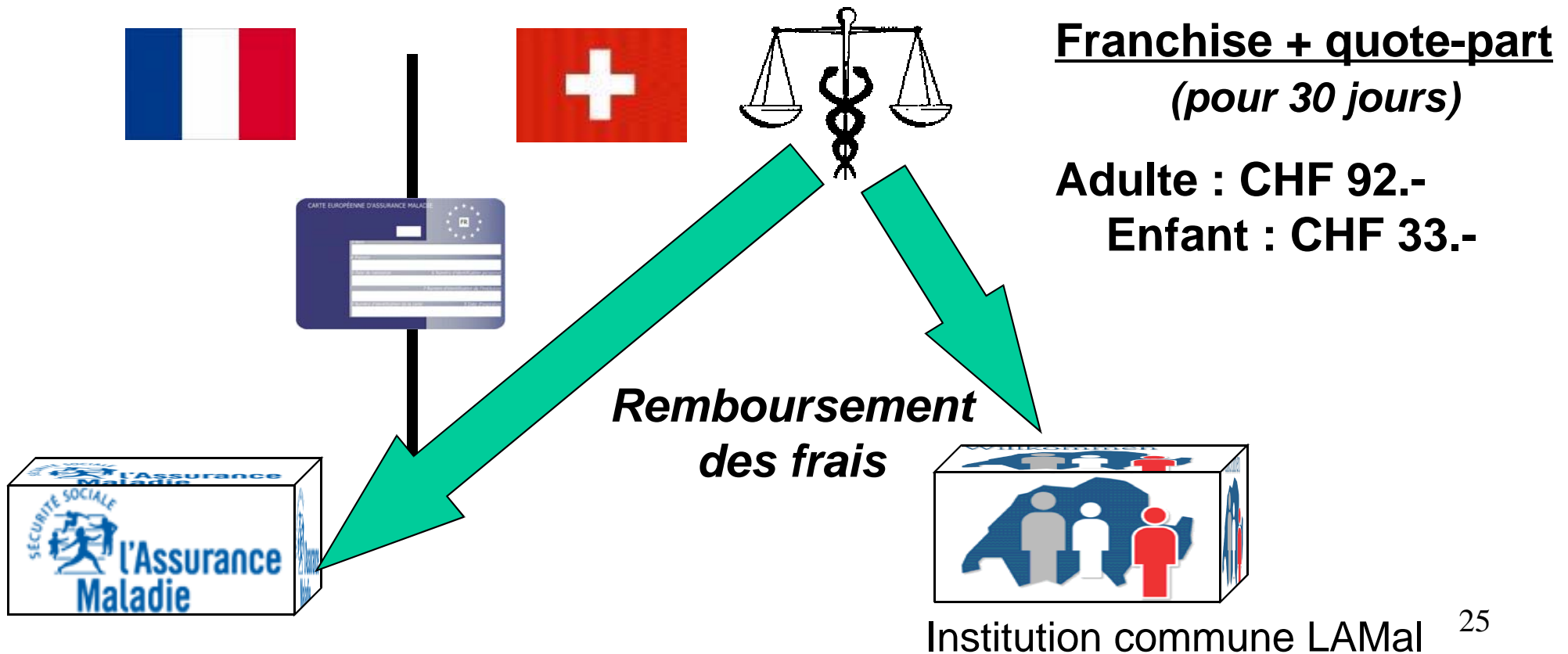
Assurance (tiers)

# Assurance-maladie

## Droit aux prestations

### Résidence et assurance-maladie en France

### Droit aux soins en Suisse

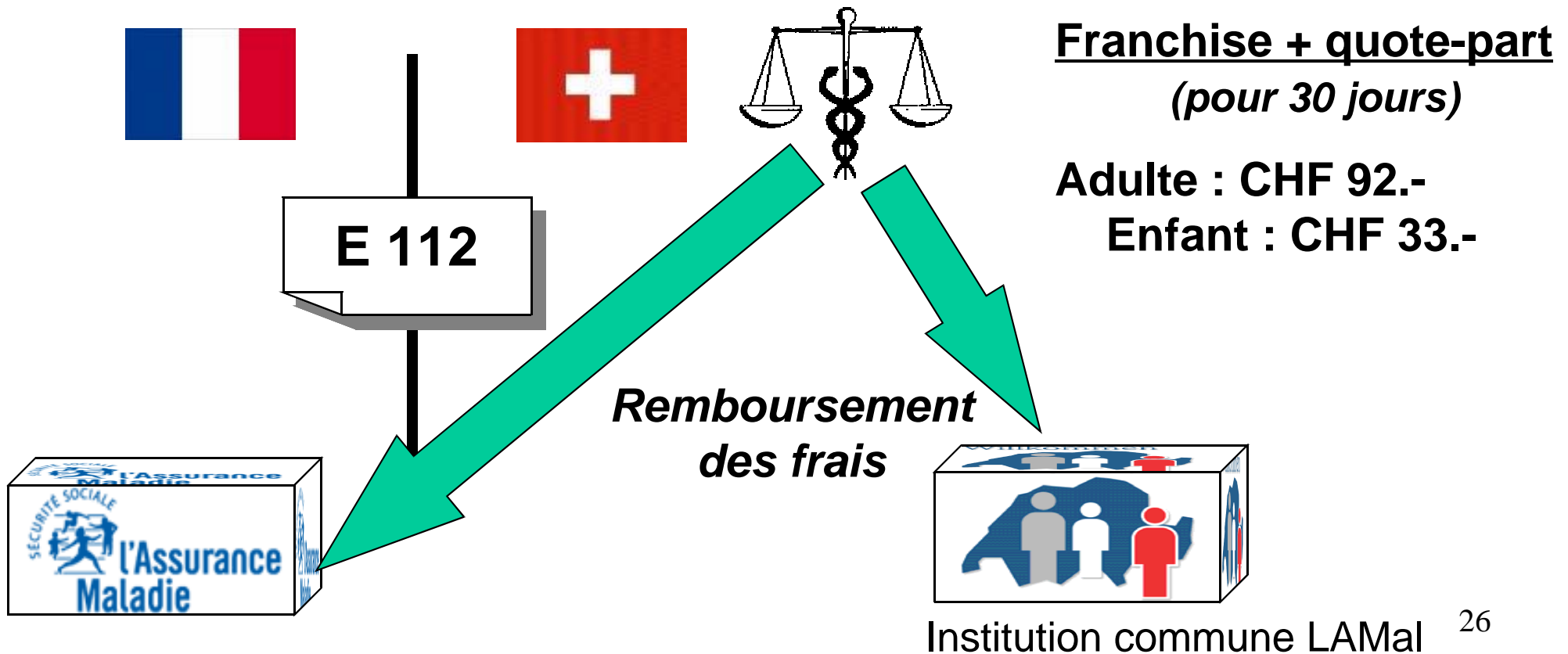


# Assurance-maladie

## Droit aux prestations

### Résidence et assurance-maladie en France

### Droit aux soins programmés en Suisse



# Assurance-maladie

## Droit aux prestations

### Résidence en France et assurance-maladie en Suisse

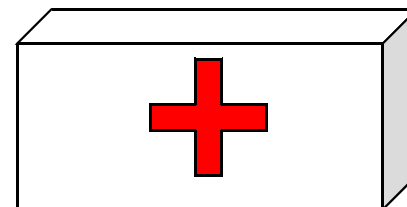
### Droit aux soins en Suisse



**Franchise + quote-part**  
*(pour 30 jours)*

**Adulte : CHF 92.-**  
**Enfant : CHF 33.-**

***Remboursement  
des frais***



Caisse-maladie suisse

# Renseignements complémentaires



Caisse-maladie

[www.bag.admin.ch](http://www.bag.admin.ch)

Institution commune LAMal

[www.kvg.org](http://www.kvg.org)

Office fédéral des assurances  
sociales

[www.bsv.admin.ch](http://www.bsv.admin.ch)

Office fédéral de la santé publique

[www.bag.admin.ch](http://www.bag.admin.ch)



Caisse primaire d'assurance  
maladie

[www.ameli.fr](http://www.ameli.fr)

Ministère de la Santé et des  
Solidarités

[www.sante.gouv.fr](http://www.sante.gouv.fr)

Centre des liaisons européennes et  
internationales de sécurité sociale

[www.cleiss.fr](http://www.cleiss.fr)